

## **En attendant le « vote sanction » ?**

### **Les notables socialistes en ordre de bataille**

**Rémi Lefebvre**

*Plus que jamais, le Parti socialiste est devenu un parti d' « élus locaux ». Rémi Lefebvre décrit comment, face à la menace d'un vote sanction, le PS essaie de réduire le scrutin municipal à sa dimension « locale », dépolitisant encore un peu plus les enjeux et le sens des élections à venir.*

Alors que les exégèses journalistiques fleurissent sur le « tournant social-démocrate » et le « socialisme de l'offre », les socialistes sont essentiellement mobilisés par l'échéance municipale de mars prochain. Les élections intermédiaires ont été très favorables au Parti socialiste (PS) pendant les dix années où il a été dans l'opposition. À la faveur de ces scrutins, qui lui ont permis à la fois de capitaliser l'impopularité des gouvernements de droite et de tirer profit de sa forte structuration locale, le PS a renforcé sa nature de parti d'élus (municipaux principalement). Ces derniers dirigent désormais la quasi-totalité des régions et plus de la moitié des départements, mais surtout son implantation municipale a atteint, après les élections municipales de 2008, son apogée depuis la création du parti. Jamais la domination socialiste n'a été aussi forte sur le plan municipal : sept des dix premières villes françaises sont dirigées par un édile socialiste. Le PS détient 25 communes de plus de 100 000 habitants, contre 12 pour la droite. Vingt-deux de plus de 50 000 habitants sont tombées dans l'escarcelle du PS en 2008 : Amiens, Caen, Rouen, Metz, Toulouse, Reims, Strasbourg, Saint-Étienne, Saint-Denis de la Réunion<sup>1</sup>... La place numérique et stratégique occupée par les professionnels de la politique au PS en a bouleversé progressivement l'économie interne et l'économie morale (Lefebvre et Sawicki 2006). Les intérêts électoraux sont devenus prépondérants à tous les niveaux, et particulièrement au niveau municipal.

Cette municipalisation du PS, si elle s'est accentuée à partir des années 1980, notamment sous l'effet des réformes de décentralisation, est le produit d'une longue histoire. Le socialisme s'est constitué à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle autour des mairies et en a tiré l'essentiel de ses ressources organisationnelles (constitution de réseaux, soutien aux associations, politiques sociales permettant de fidéliser des clientèles locales, rétribution du militantisme par l'embauche dans les administrations locales...). La politisation des communes en a fait des leviers de transformation sociale<sup>2</sup>. Le PS est aujourd'hui, plus que tout autre parti, structuré au niveau municipal<sup>3</sup>, même si les gestions locales des élus socialistes se sont largement dépolitisées. Si le « socialisme municipal » n'est plus un marqueur politique ou un emblème partisan, le PS est devenu une machine à investir des candidats aux élections municipales (Lefebvre 2009). Près d'un tiers des adhérents socialistes sont élus municipaux (sans compter les salariés des mairies ou les collaborateurs politiques... directement intéressés au jeu municipal et à la préservation des intérêts électoraux du parti).

---

<sup>1</sup> En tout, 45 % des villes de plus de 30 000 habitants sont dirigées par un élu socialiste (29,6 % en 1983). La gauche, plus globalement, s'est imposée en 2008 dans 54,5 % des villes de plus de 9 000 habitants (1 081 communes). La droite a, lors de ce scrutin, perdu 29 villes de plus de 30 000 habitants (Rouban 2014).

<sup>2</sup> Politiques sociales, cantines, colonies de vacances durant l'entre-deux-guerres, soutien à la culture et démocratie participative dans les années 1970... (Lefebvre 2004).

C'est dire si les prochaines élections municipales constituent un enjeu politique essentiel pour les socialistes et s'ils redoutent cette échéance, dans un contexte politique marqué par la très forte impopularité de l'exécutif national. Depuis 2012, le PS a perdu toutes les élections partielles législatives ou cantonales, n'accédant parfois même pas au second tour. Le scrutin de mars prochain ouvre un cycle d'un an d'élections intermédiaires (municipales, européennes, régionales et départementales) qui vont, à l'évidence, mettre à l'épreuve son ancrage local<sup>4</sup>. C'est en s'appuyant sur ses notables et un discours localiste que le PS cherche à atténuer ce que les médias présentent depuis des mois comme un « vote sanction » annoncé.

## La production partisane du notabilisme

Pour préparer au mieux cette élection à risques, le PS a été le premier parti à désigner ses têtes de liste. Dans cette première étape du processus électoral, il a fortement mis en avant les primaires ouvertes, qui ont été expérimentées dans quelques villes. Traditionnellement, ce sont les militants qui président à la sélection des candidats. Or, pour la première fois, les socialistes ont mis en place dans six villes des primaires ouvertes aux sympathisants pour sélectionner leur tête de liste (Aix-en-Provence, Béziers, Boulogne-Billancourt, Le Havre, Marseille et La Rochelle)<sup>5</sup>. Il s'agit pour le PS de prolonger la dynamique « démocratique » engagée avec la primaire présidentielle de 2011 et d'afficher l'image d'un parti « en rénovation », sans pour autant bouleverser les modes de sélection qui ont localement cours<sup>6</sup> et la règle de la reconduction des élus en place. L'organisation de primaires à Marseille – qui ont donné lieu à une forte médiatisation – a permis un effet d'affichage démocratique.

Celui-ci ne doit cependant pas tromper. La diffusion de ce nouveau mode de désignation au niveau municipal se révèle limitée et non systématique. Strictement encadrée par la direction du parti, elle ménage les intérêts des élus en place. La consultation n'est ouverte aux sympathisants qu'en fonction de contextes locaux bien déterminés : les partis et les notables locaux en place ont gardé, dans une très large mesure, la maîtrise des investitures. Le PS a organisé des primaires ouvertes là où ils n'y avait pas de sortants et dans des villes où la victoire était jugée envisageable. Une seule ville échappe à ce schéma des « primaires de conquête », La Rochelle<sup>7</sup>. L'appréciation « au cas par cas » des situations locales a prévalu, comme en témoignent ces propos de Christophe Borgel, secrétaire national du PS en charge des élections : « On ne passe pas mécaniquement de la primaire nationale de 2011 à des primaires locales en 2014. La seule question qui vaille est la suivante : quel est le meilleur chemin au cas par cas pour faire gagner la gauche ? Celui de la primaire ou celui de la désignation du candidat socialiste par la fédération locale ? »<sup>8</sup>. Le pragmatisme électoral est donc de mise.

Dans notre ouvrage publié en 2011, nous émettions l'hypothèse que les primaires présidentielles étaient une manière pour ce parti d'élus qu'est le PS de « donner le change sans changer la donne », c'est-à-dire de donner une image d'ouverture sans fondamentalement changer la nature du Parti socialiste (Lefebvre 2011). Cette hypothèse est ici vérifiée. Le principe de la reconduction des sortants est toujours jugé intangible au PS, ce qui explique en grande partie l'âge relativement élevé des maires à la veille des élections municipales. En 2013, la moyenne d'âge des 226 maires socialistes des communes de plus de 15 000 habitants s'élève à 59,4 ans (Bivès 2013) et 56 maires

<sup>3</sup> La section est l'unité de base communale du parti, tandis que le fonctionnement partisan de la droite, à l'UMP notamment, est organisé autour des circonscriptions législatives.

<sup>4</sup> Des dirigeants comme Daniel Percheron, président du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, ne cachaient pas publiquement avant 2012 que le PS avait tout intérêt à ne pas exercer le pouvoir national pour ne pas compromettre son implantation locale.

<sup>5</sup> Pour une analyse plus approfondie, voir Lefebvre (2014).

<sup>6</sup> C'est-à-dire la désignation par les militants des têtes de liste dans des sections souvent contrôlées par les élus.

<sup>7</sup> Le maire sortant socialiste, qui ne s'y représente pas, a ouvert la possibilité d'une « primaire de succession ».

<sup>8</sup> *Le Monde*, 31 janvier 2013. Hormis à Marseille et à La Rochelle, les primaires organisées n'ont pas rencontré la participation électorale escomptée (sans doute parce qu'elles étaient, pour la plupart, sans réel enjeu).

socialistes de villes de plus de 20 000 habitants sont candidats à au moins un troisième mandat<sup>9</sup>. Les primaires organisées à l'occasion des élections municipales ont été fermées dans la quasi-totalité des villes. Le 10 octobre 2013, les militants se sont prononcés sur les têtes de listes aux élections municipales. Dans les 520 villes de plus de 20 000 habitants, 203 sections socialistes n'ont eu à se prononcer que sur un seul candidat (on dénombre 140 duels).

## Un nouveau profil de candidats

La désignation des candidats fait néanmoins apparaître un certain renouvellement générationnel. Déjà amorcé en 2008, l'effacement de la génération d'élus promus en 1977, souvent d'origine enseignante et passés par le militantisme syndical et associatif, s'accroît. L'examen des nouveaux candidats confirme un phénomène de professionnalisation à l'œuvre au PS depuis quelques années<sup>10</sup>, qui se traduit par la promotion d'un nouveau profil d'élus, issus des cabinets des collectivités territoriales ou de la fonction publique locale et formés à la science politique<sup>11</sup>.

Les candidats désignés à Nantes, Rennes et Grenoble – dont la probabilité de victoire est forte – sont emblématiques de cette nouvelle trajectoire modale d'entrée en politique. À Nantes, Johanna Rolland, 34 ans, première adjointe au maire sortant, a été désignée pour succéder à Jean-Marc Ayrault dont elle a été l'assistante parlementaire en 2004, puis la directrice de campagne lors des deux dernières élections législatives. Diplômée de l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, titulaire d'un master en politiques de la ville et de la démocratie locale, elle a travaillé quelques années dans une mairie après avoir obtenu le concours d'attaché territorial. Jérôme Safar, qui entend succéder à Michel Destot à Grenoble, a un parcours proche. Diplômé de l'IEP de Grenoble, il commence sa carrière politique comme assistant parlementaire de celui-ci, puis devient directeur de cabinet de Jean-Paul Huchon, alors président du conseil régional d'Île-de-France. Après quelques années dans le privé<sup>12</sup>, alors qu'il est devenu conseiller régional en Rhône-Alpes, il accède à la fonction de premier adjoint au maire de Grenoble, en charge des finances. À Rennes, c'est Nathalie Appéré, députée d'Ille-et-Vilaine, qui est chargée de succéder à Daniel Delaveau. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Rennes, titulaire d'un master 2 en action publique locale, elle a aussi fait ses armes dans les collectivités territoriales. Ces nouvelles élites locales, converties au management public et dépourvues de l'ethos militant de la génération des années 1970, participent de la technicisation croissante et de la dépolitisation du discours municipal que l'on observe au Parti socialiste<sup>13</sup>.

## « Dénationaliser » les élections municipales

C'est en s'appuyant sur ces notables implantés et ces nouveaux profils managériaux que le PS cherche à localiser au maximum le scrutin municipal et à le dépouiller de toute dimension « nationale »<sup>14</sup>. Christophe Borgel déclarait le 15 février 2013 au *Figaro*, non sans ironie : « Évidemment, quand on est au pouvoir, on dit que les municipales sont un scrutin local, et quand on est dans l'opposition, on dit l'inverse ». Le 13 décembre 2007, François Hollande, alors premier secrétaire du PS, déclarait, en effet, vouloir faire des élections municipales « un grand rendez-vous

<sup>9</sup> *Mediapart*, 20 janvier 2014.

<sup>10</sup> Un tiers des nouveaux députés socialistes élus en 2012 ont été collaborateurs d'élus (cabinets, assistants parlementaires).

<sup>11</sup> On observe, de manière plus générale, une élévation du capital culturel des élus et une éviction des milieux populaires. Sur les 226 maires de l'étude susmentionnée, Anthony Bivès recense, en termes de CSP, 8 chefs d'entreprise, 156 cadres et professions intellectuelles supérieures, 41 professions intermédiaires, 3 employé-e-s et... 2 ouvriers.

<sup>12</sup> Dans les ressources humaines, chez Bouygues Construction.

<sup>13</sup> Sur cette question, voir l'article récent de Fabien Desage et David Guéranger (2014).

<sup>14</sup> Le PS a cherché aussi, non sans mal, à maintenir les alliances d'union de la gauche. Dans 210 villes de plus de 20 000 habitants, le PS fait liste commune avec le Parti communiste français (288 en 2008).

national sur la question du pouvoir d'achat ». Six ans plus tard, face à l'UMP qui cherche à faire du scrutin un « vote sanction », Harlem Désir déclare, lors de la convention nationale du 7 décembre 2013 : « L'élection municipale va d'abord être une élection locale et les électeurs répondront à la question “quelle femme, quel homme, pour diriger notre commune, pour porter les projets de développement de notre commune ?” ». Cette stratégie localiste prend appui sur l'apolitisme gestionnaire que les maires socialistes revendiquent de manière de plus en plus décomplexée<sup>15</sup>. Le PS a produit pour les élections municipales un slogan peu « clivant » (« la ville qu'on aime pour vivre ensemble ») et une « charte » (à défaut d'un programme) de cinq pages<sup>16</sup> portant les « valeurs communes » des élus et candidats socialistes qui déclinent des mots d'ordres consensuels (la ville socialiste doit être « créative », « douce à vivre », « écologique », « attractive », « engagée », « citoyenne », « solidaire », « sûre », « bien gérée »...).

Qui gagnera les prochaines élections municipales ? Le soir du deuxième tour, il sera difficile de le déterminer, tant les « possibles interprétatifs » sont multiples dans un scrutin se jouant dans 36 000 communes de taille très variable (Lehingue 2005). S'ils cherchent à ramener les élections municipales à des enjeux exclusivement locaux, les dirigeants socialistes anticipent néanmoins la production par les médias, le soir des résultats, d'un « verdict » national. Traditionnellement, en effet, les considérations locales s'effacent largement alors dans les commentaires journalistiques, où domine un schème national ou « gouvernementalisé » d'appréciation des résultats. Les médias, qui assigneront un sens national aux scrutins municipaux, ont tendance également à privilégier les grandes villes construites comme des sites « test ». Dans cette perspective, une victoire (plausible) du PS à Marseille – ville qui fait l'objet de toutes les attentions de la direction – pourrait éclipser la perte d'un nombre important de villes moyennes (Angers, Amiens, Auxerre, Metz, Poissy, Saint-Étienne ou Valence pourraient basculer à droite).

La bataille municipale se joue aussi sur ce terrain symbolique de l'interprétation électorale. Pour le parti au pouvoir, il s'agit en somme de « gérer » la prophétie d'une défaite annoncée.

## Bibliographie

- Bivès, Anthony. 2013. *Profession : homme politique. Portrait sociologique des maires des villes de plus de 15 000 habitants*, mémoire de recherche, master 2 « Études politiques », université de Picardie.
- Desage, Fabien et Guéranger, David. 2014. « Rendez-vous manqué de la gauche et de la politique locale », *Le Monde diplomatique*, janvier.
- Lefebvre, Rémi. 2004, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle. L'exemple de Roubaix (1892-1983) », *Revue française de science politique*, n° 54, p. 237-260.
- Lefebvre, Rémi. 2009. « Les partis politiques dans la compétition électorale locale. Dépolitisation et nationalisation des élections municipales », in Bidégaray, Christian, [Cadiou, Stéphane->394] et Pina, Christine (dir.), *L'Élu local : changement ou continuité ?*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Lefebvre, Rémi. 2011. *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris : Raisons d'Agir.
- Lefebvre, Rémi. 2014 (à paraître). « La diffusion des primaires. Un processus domestiqué à l'échelle locale », *Revue politique et parlementaire*.
- Lefebvre, Rémi et Sawicki, Frédéric. 2006. *La Société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.

<sup>15</sup> Citons, parmi d'autres, François Rebsamen, maire de Dijon : « la fonction de maire oblige au dépassement permanent des frontières partisanes » (*Le Monde*, 21 février 2008).

<sup>16</sup> Le programme socialiste des élections de 1977 (*Citoyen dans sa commune*) faisait plus de 100 pages, alors que les marges de manœuvre des communes étaient présentées comme beaucoup plus faibles.

Lehingue, Patrick. 2005. « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (le cas des scrutins municipaux) », in Lagroye, Jacques, Lehingue, Patrick et Sawicki, Frédéric (dir.), *La Mobilisation électorale municipale*, Paris : Presses universitaires de France – Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP).

Rouban, Luc. 2014. « L'élite urbaine : les maires des villes de plus de 30 000 habitants de 1983 à 2008 », *Notes du CEVIPOF*, n° 3, janvier.

**Rémi Lefebvre** est professeur de science politique à l'université Lille-2 et chercheur au CERAPS (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales ; UMR 8026 – CNRS). Ses recherches portent sur le pouvoir local, les partis politiques et les campagnes électorales. Il a récemment publié *Leçons d'introduction à la science politique* (Paris : Ellipses, 2010) et *Les Primaires socialistes, la fin du parti militant* (Paris : Raisons d'Agir, 2011).

**Pour citer cet article :**

Rémi Lefebvre, « En attendant le “vote sanction” ? Les notables socialistes en ordre de bataille », *Métropolitiques*, 31 janvier 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/En-attendant-le-vote-sanction.html>.